

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1445 - 21 décembre 1989 - 8 F

### D 1445 EL SALVADOR: LA PAIX SOCIALE VUE PAR L'UN DES JÉSUITES ASSASSINÉS

Un mois environ avant son assassinat le 16 novembre 1989 (cf. DIAL D 1444), le P. Segundo Montes donnait une conférence à Amsterdam, aux Pays-Bas, dans le cadre du Transnational Institute. Il y exposait la situation de son pays, la nécessité du dialogue politique pour mettre fin à la guerre civile, et les conditions d'un développement "autogéré". On retiendra, par exemple, l'extrême gravité de la situation sociale: les 82,2% de la population en état de pauvreté (pauvreté relative pour 50,4%, et pauvreté absolue pour 31,8%) en 1977, sont devenus en 1985 90% (dont 45,9% en état de pauvreté relative, et 44,1% en état de pauvreté absolue). Dans le même temps le taux de chômage, dans la population économiquement active (sans compter le sous emploi) est passé de 6,7% à 33,7%.

C'est la réflexion intellectuelle sur de telles données et ses incidences économiques et politiques qui a valu aux jésuites de l'Université centro-américaine de San Salvador d'être qualifiés de "communistes" et d'être finalement abattus avec sauvagerie.

Ci-dessous, texte de la conférence à Amsterdam.

Note DIAL

## DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT:

### Les conditions de la coopération

La crise profonde dont souffre El Salvador, la guerre civile qui dure depuis plus de neuf ans et dont on ne voit pas la solution dans un délai mesurable, les milliers et milliers de morts, de mutilés, d'orphelins, de déplacés, de réfugiés et de Salvadoriens terrorisés, la détérioration constante des conditions d'existence de la grande majorité de la population, l'entassement dans les périphéries urbaines, l'augmentation du chômage, la montée de tous les indicateurs de la pauvreté et de la misère: tout cela oblige les différentes forces sociales à en appeler à un règlement du conflit, à unir leurs efforts pour créer un climat de raison et à rechercher des alternatives pour la solution du problème fondamental de la société salvadorienne.

La crise dont souffre la société salvadorienne est antérieure à la guerre civile déclenchée au début de cette décennie; elle est à l'origine de cette guerre qui y trouve sa motivation. Les différents indicateurs sociaux révèlent la profondeur de la crise et de l'injustice, avant la guerre civile, en créant et en maintenant des structures qui violent les droits les plus élémentaires de la grande majorité de la population, "des structures de mort, d'exclusion et de marginalisation" (cf. Montes et autres, 1988) (1). Pour résoudre la crise il faut donc rechercher la transformation des "structures de mort" en "structures de vie", grâce à un développement économique juste et équitable au bénéfice de l'ensemble de la société mais surtout de la grande majorité de la population, et par l'instauration d'une démocratie réelle:

(1) Voir en fin de document les références bibliographiques (NdT).

deux conditions indispensables pour une paix authentique et permanente. Sans la paix, tout développement et toute démocratie vraie sont impensables; mais sans développement juste et équitable comme sans vraie démocratie, la paix est également impensable.

### 1. Ce qu'il faut entendre par paix

La paix n'est **pas seulement l'absence de guerre**. Si telle était la seule exigence de la paix, on pourrait dire qu'au plan mondial ou au plan de chaque pays, la paix existe davantage-et pour plus longtemps-que le conflit. Mais il existe certaines conditions qui font obstacle à la paix, quand bien même il n'y a pas de guerre déclarée, et qui précipitent la guerre; tout comme ces mêmes conditions empêchent, quand bien même les armes se taisent, que la guerre se termine en fait et que la paix ne règne dans une société donnée ou entre les nations. La paix doit être le fruit d'un consensus entre toutes les personnes, organisations et forces sociales sur le type de société qu'on entend édifier, consensus sur un possible qui ne signifie pas forcément unanimité ou homogénéité. C'est-à-dire la base - mieux, le fruit - d'une démocratie authentique et réelle. Une telle paix, sur la base d'un consensus social, comporte divers aspects ou composantes qu'il faut aborder.

Il faut une **paix économique**, sur la base d'un consensus; elle n'exige pas une égalité absolue entre tous les agents de production, mais elle doit certainement être différente du modèle aboutissant à la concentration de la richesse dans très peu de mains et à l'exclusion des biens indispensables pour la grande majorité de la population. Une économie qui maintenait en 1977 82,2% de la population en état de pauvreté relative - dont 31,8% dans la pauvreté absolue, et qui a fait monter en 1985 ces pourcentages à 90% et 44,1% respectivement (cf. Montes et autres, 1988, 79); une économie qui a fait passer le taux de chômage absolu pour la population économiquement active de 6,7% en 1977 à 33,7% en 1985 (ibid., 87) - chiffres auxquels il faut ajouter des taux supérieurs de sous-emploi: une telle économie n'est certainement pas le résultat ni le fruit d'un consensus de la société salvadorienne; elle n'est pas non plus un climat favorable à la paix économique et elle est susceptible de provoquer une guerre au sein de la société.

La **paix sociale** ne repose pas seulement sur la satisfaction des besoins fondamentaux, sur une juste distribution des ressources naturelles, des prestations et services sociaux, et sur la répartition équitable du budget de l'Etat. La paix sociale se bâtit sur un équilibre juste de la structure sociale, dans l'acceptation et le respect de tous les groupes sociaux. Mais la structure sociale salvadorienne est en fait polarisée en groupes conflictuels, étant donné que la classe dominante représente de 0,30 à 0,76%, que les couches moyennes se situent entre 10,84% et 26,70%, alors que la classe dominée se situe entre 57,22% et 81,15% de l'ensemble de la population du pays (cf. Montes, 1988 a, 15-26). Cette structure sociale polarisée et conflictuelle n'est pas le produit d'une évolution "normale" de la société autochtone, ni le fruit d'un consensus entre ses membres; elle est le résultat d'une imposition, d'abord des conquérants et des colonisateurs, puis des forces sociales dominantes dans le processus historique salvadorien.

Au **plan politique** il est impératif que les diverses forces sociales aient leur expression politique, aussi légitime que n'importe quelle autre, et qu'elles puissent présenter leur projet sur l'ensemble de la société. Le consensus viendra de l'acceptation par tous du résultat honnête de la majorité des voix dans les élections. Ce serait là une démocratie réelle, alors que toute autre forme ne serait que démocratie "formelle", quand il ne s'agirait pas tout simplement d'une démocratie "apparente" (cf. Montes, 1982, 59-66). Il se trouve en fait qu'en El Salvador, n'ont été permis jusqu'à présent ni le syndicalisme paysan ni même la création de partis organiques des travailleurs urbains et ruraux; et il leur serait encore moins permis d'accéder au pouvoir au cas où ils existeraient ou se rangeraient, aux fins d'élections, sous la bannière de tel des partis existants qui ne serait même pas leur expression organique. Il ne reste aux travailleurs, logiques envers leur origine et leur conscience de classe, d'autre alternative que de ne pas participer aux élections ou alors de choisir, dans l'offre électorale réduite, le parti le moins

étranger à leurs intérêts. A cela s'ajoutent la pression et la contrainte, voire l'aliénation intériorisée qui conduit de larges secteurs des travailleurs à choisir des partis contraires à leur classe sociale (cf. Montes, 1988 a, 52-53).

Une autre composante de la paix et du consensus social est **d'ordre idéologique**. Dans une société moderne, l'homogénéité idéologique est impossible. Mais une vraie démocratie, faite de paix entre les différents groupes sociaux, exige pour le moins la tolérance envers toutes les idéologies et leur expression libre. En El Salvador, au contraire, l'ensemble du système de coercition de la société civile et de la société politique livrent une guerre à mort contre toute idéologie mettant en question l'idéologie en vigueur - et pas seulement les idéologies qui lui sont antagoniques. La guerre idéologique qui est menée - et pas seulement depuis qu'a éclaté la guerre civile - s'emploie par tous les moyens à sa disposition à désavouer, condamner et stigmatiser les idéologies autres. Tant que la guerre aux idéologies ne s'arrêtera pas, tant qu'un consensus ne s'élaborera pas entre les défenseurs de chacune d'elles pour tolérer, accepter et respecter celle de l'autre, la paix complète ne sera pas possible en El Salvador.

## 2. Ce qu'il faut entendre par développement

El Salvador est sans aucun doute un pays sous-développé ou "**en voie de sous-développement**" (2). Il appartient aux pays du tiers-monde, plus exactement à ceux du quart-monde. Certes, durant la seconde moitié du siècle présent, l'économie et la société se sont modernisées, la production s'est technicisée, un secteur industriel et de services dynamique a été créé, et un nouveau bond a été tenté par le biais du Marché commun centro-américain. Mais le mouvement a vite atteint les plafonds possibles et acceptables, pour entrer dans une crise profonde dont il n'est toujours pas sorti. Les différents indicateurs économiques et sociaux montrent que le pays est sous-développé. Et nous devons nous rappeler que le sous-développement n'est pas seulement d'ordre économique et social, il est un phénomène intégral.

Le développement du sous-développement a engendré une **aggravation des contrastes**. Il y a d'une part des petites voire d'infimes minorités, tant rurales qu'urbaines, avec des unités productives ayant atteint des niveaux techniques utilitaires et d'existence qui correspondent à ceux des sociétés avancées. Et il y a d'autre part la grande majorité de la population qui reste à des niveaux intolérables de misère et d'exclusion, comme on a pu s'en rendre compte par les quelques données présentées dans le chapitre précédent. La concentration de la propriété, de la richesse et des retombées de tous ordres, et cela au prix de la paupérisation des masses, est chose "normale" dans la société salvadorienne (cf. Arias, 1988; Colindres, 1977; Montes, 1980, 1984, 1988, 1988 a; Sevilla, 1984). La guerre civile, l'application prioritaire des fonds d'Etat à la lutte armée et à la réparation des dommages les plus graves et les plus urgents, la destruction de l'infrastructure productive et sociale, tout cela a détérioré encore plus la situation précaire existante, ainsi que le montrent tous les indicateurs.

**Rêver qu'El Salvador soit un "Taiwan", un "Hong-Kong" ou une "Corée"** n'est rien d'autre qu'un rêve. Dans le contexte mondial actuel, dans la concurrence au niveau de la production et des marchés, de la technologie et du capital - financier et humain -, ce n'est pas une utopie, c'est une illusion parfaitement vaine, à plus forte raison avec une guerre civile comme celle d'El Salvador. Le développement du pays doit être mené par des voies différentes, par la mise à profit des faibles ressources matérielles existantes et des nombreuses - mais peu qualifiées - ressources humaines. Il faut viser la satisfaction des besoins élémentaires de toute la population, et partir de là pour atteindre ensuite des niveaux plus élevés de satisfaction des besoins secondaires. Mais on ne peut en aucune manière soutenir que le développement et la richesse d'une minorité rejaillira - comme d'un verre - sur le reste de la société. La preuve a été faite et il a été plus d'une fois démontré que cela n'engendre que l'inégalité, la misère et l'exclusion sociale.

---

[2] Le texte espagnol porte "en voie de développement", ce qui ne correspond pas au contexte décrit (NdT).

Je ne suis pas économiste et je n'ai pas de solution pour le développement en El Salvador ou en quelque autre pays. Mais je suis profondément convaincu, car l'histoire l'a largement montré, qu'un développement comme celui qui a été tenté, **un développement qui imite mécaniquement celui des pays développés** n'est pas la solution dont nous avons besoin; il ne règle pas les problèmes de la grande majorité de la population. Je vais mentionner plus loin des modèles qu'a expérimentés et menés à bien la population salvadorienne réfugiée dans des camps au Honduras (cf. Montes, 1989). Je pense qu'il faut tenir compte, non point des théories, mais des expériences concrètes pour découvrir de nouvelles voies et méthodes de développement autochtones.

De toute façon, si le sous-développement est intégral, **le développement ne peut être qu'intégral**, autant pour bénéficier à l'ensemble de la société et de la population que pour englober les différents éléments constitutifs de la société: économique, social, politique, culturel, idéologique et institutionnel. Chacun de ces éléments doit être développé en fonction de l'ensemble de la société, permettant ainsi d'atteindre progressivement et collectivement des niveaux supérieurs et de viser à une croissance intégrale d'ordre social, économique et politique.

### 3. Alternatives réelles de paix

Il faut impérativement **analyser la structure de pouvoir** et le comportement des différentes forces sociales dans la conjoncture actuelle, si nous n'entendons pas tomber dans un volontarisme conduisant nécessairement à une vaine euphorie et à des frustrations stérilisantes. Même si on parle beaucoup aujourd'hui de paix et de dialogue, on continue de privilégier la guerre et la victoire militaire. Les deux parties en guerre ont annoncé qu'elles vont intensifier leurs actions, probablement pour s'asseoir à la table des négociations en position de force, mais aussi sans doute pour essayer de faire pencher la balance de la guerre de leur côté et de rapprocher la possibilité d'une victoire militaire.

La démocratie qui existe en El Salvador est **une démocratie très particulière**. La volonté souveraine du peuple et l'attente constante des masses ne peuvent s'exprimer que par le vote dans les élections, pour un choix de mandataires dans une gamme réduite de possibilités. Pour l'heure les problèmes fondamentaux ne sont pas soumis à la décision populaire, et le peuple n'est pas non plus consulté quant à la légitimité des grands pouvoirs de fait (cf. Montes, 1982, 59-66). En dehors de l'acte de vote, le peuple n'a aucune possibilité concrète d'influer sur les principaux problèmes et leurs solutions. Durant toute cette décennie et à mesure que s'élargissait le conflit, le peuple s'est majoritairement prononcé sur la solution immédiate des deux problèmes qui le touchent de plus près: la guerre et la crise économique (cf. IUDOP, passim). A la veille des dernières élections, plus de 60% de la population demandait explicitement leur report en septembre, pour parvenir à un accord négocié sur la fin de la guerre (cf. IUDOP, 1989, 17-18).

**Le rapport des forces sociales**, par ailleurs, ne peut se mesurer quantitativement; le poids de certaines d'entre elles ne dépend pas tant de leur nombre et de leur base de soutien que du pouvoir qu'elles détiennent. Le nombre compte à l'heure du scrutin; le pouvoir, à l'heure des décisions politiques. Ceux qui désirent la paix, la négociation et la solution de la crise peuvent bien être la majorité, mais si les forces qui détiennent le pouvoir de décision ont un autre projet et une autre stratégie, la paix restera loin à l'horizon.

Le **gouvernement nord-américain** peut parler de finale du conflit, de soutien à Esquipulas et des efforts de dialogue. Cependant, il n'est d'aucune façon et à aucun moment disposé à accorder un quota de pouvoir aux insurgés et à laisser se renforcer et réussir les révolutions à Cuba et au Nicaragua, ou dans un quelconque pays de sa zone d'influence, de son "arrière-cour stratégique". Et les Etats-Unis ont le pouvoir des armes comme celui de l'aide économique, indispensable pour entretenir l'agonie de ces peuples.

L'armée peut bien être fatiguée de la guerre, elle peut souhaiter la paix pour le pays et la sécurité pour ses membres. Mais elle peut difficilement accepter une solution qui mettrait en péril son existence même et son statut de corps, ou un projet national qui serait contraire à celui pour lequel elle combat, et qui supposerait sa défaite militaire.

Le capital salvadorien peut lui aussi parler de paix et de dialogue, y compris donner son appui à des commissions allant dans ce sens. Cependant, le projet économique du capital et sa traduction politique organique ne sont guère disposés à transiger ne serait-ce que sur les maigres réformes lancées en 1980 (3), et encore moins négocier une solution allant au-delà de ce qui a été fait et se transformant en pacte social, grâce auquel la distribution de la richesse serait plus équitable, la propriété partagée et le fruit du travail propre à améliorer le niveau de vie de tous les citoyens.

Compte tenu de ces présupposés, le règlement de la guerre et la solution de la crise d'El Salvador apparaissent comme des hypothèses très lointaines, presque comme une utopie. Il faut faire preuve d'objectivité et de réalisme mais cela ne supprime pas l'espoir d'une solution et les efforts pour y parvenir. L'avancée a été réelle au cours des dernières années, depuis l'époque où parler de dialogue était "anti-patriotique et subversif" jusqu'au moment où, après un certain nombre de réunions effectives (4), le gouvernement a aujourd'hui pour politique officielle d'avoir un dialogue ininterrompu jusqu'à l'obtention de la paix (5). Même si ce n'est là que tactique, même si ce ne sont que des mots, des discours, de la rhétorique, il n'en reste pas moins que les mots et les discours créent une dynamique; ce sont des faits sociaux et politiques qui conditionnent le comportement des différents acteurs politiques. Il est probable qu'il faudra dire encore plus de mots et prononcer plus de discours sur la paix pour avancer vers son contenu, vers des faits.

Pour cela il est impératif d'oeuvrer pour **modifier le rapport des forces** - encore que, pour l'heure, il aille plus lourdement à l'encontre d'une solution politique - de façon à le faire basculer en faveur des forces qui privilégient la paix et le consensus, par-dessus la confrontation et les intérêts de groupe. Il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de convertir à la négociation des fractions des forces d'opposition ou d'affaiblir leur pouvoir et leurs positions. Ce qui nous reste donc à faire c'est d'unifier et de renforcer les secteurs favorables à une solution raisonnée et juste, d'additionner les forces en ce sens, si du moins on croit encore à la démocratie et au pouvoir de la raison. Les années de guerre et de crise que nous connaissons ont déjà démontré suffisamment que la guerre ne peut - en fait comme dans le contexte national et international - mener ni à une victoire ni à un règlement du conflit. L'heure est venue de rechercher sérieusement de nouveaux chemins, de nouveaux choix et de nouvelles alternatives. La négociation n'a pas seulement épuisé encore toutes ses ressources, elle n'a même pas été prise au sérieux ni étudiée en profondeur.

#### 4. Alternatives réelles du développement

J'ai déjà dit qu'imaginer pour El Salvador un développement semblable à celui de certains pays asiatiques, ou conforme aux critères des pays développés, ou encore selon le schéma reconnu contre-productif de l'accumulation par une minorité pour un trop-plein allant au reste, c'est une illusion. Il faut penser à un autre modèle, à d'autres schémas, à d'autres voies.

El Salvador est un pays avec des ressources naturelles extrêmement limitées, avec une importante dette extérieure, avec une balance commerciale au solde négatif persistant et un déficit fiscal constant, avec une aide extérieure qui a dépassé en quelques années le budget même de l'Etat et, évidemment, les exportations; enfin, avec une guerre qui dure depuis près de dix ans et, à titre de conséquence, avec

---

(3) Cf. DIAL D 598 (NdT).

(4) Cf. DIAL D 977, 1013, 1120, 1152 et 1245 (NdT).

(5) Cf. DIAL D 1427 (NdT).

une destruction progressive de l'appareil productif et de toute l'infrastructure. Mais il y a plus. Compte tenu de la thèse que le sous-développement est intégral, la formation professionnelle de la main-d'oeuvre est très basse, le taux d'analphabétisme - théorique et, surtout, de fait - est très élevé, la moyenne de scolarisation est extrêmement faible pour la grande majorité de la population; il en est de même pour les carences alimentaires, les taux de morbidité et de mortalité, et les autres indicateurs sociaux (cf. Montes et autres, 1988). L'infrastructure a également toutes les caractéristiques du sous-développement: la capacité énergétique, les communications, la technologie, les moyens financiers, les disponibilités de l'épargne et de l'investissement, toutes conditions nécessaires au décollage économique pour une vraie modernisation et un vrai développement.

Avec des niveaux aussi bas au point de départ, toute amélioration ou augmentation se traduit en hausses de pourcentages apparemment significatives, mais qui restent toujours bien loin de la satisfaction des besoins élémentaires de l'ensemble de la société, sans comparaison possible avec les pays sous-développés. Si le sous-développement est intégral, l'effort de développement doit l'être aussi, et pas seulement économique. En El Salvador le développement devra donc prendre en charge la formation des ressources humaines pour les optimiser et leur faire rendre le maximum; il devra en même temps distribuer équitablement ses fruits dans toute la population. En partant de niveaux extrêmement bas, il devra permettre d'atteindre collectivement des niveaux supérieurs en proportion de ses réussites.

Que le peuple en soit capable, ce n'est pas une théorie, c'est un fait dont le modèle a été élaboré par les réfugiés salvadoriens dans les camps du Honduras, en particulier celui de Colomoncagua (cf. Montes, 1989) (6). Les survivants de la guerre et de la répression qui ont été installés là étaient les paysans les plus en retard technologiquement et socialement, analphabètes à 85%, cultivant la terre selon des méthodes pré-colombiennes. En six courtes années, à partir du moment où ils ont décidé leur modèle de vie communautaire et organisée, ils se sont alphabétisés à 85% et ont satisfait leurs besoins élémentaires en alimentation, scolarité, hygiène, santé et religion, grâce à leurs propres membres formés par des agents extérieurs. Ils ont bâti une économie complexe, allant des cultures maraîchères en terrasses édifiées par eux, à l'élevage dans des fermes organisées techniquement pour la production de lait, d'oeufs et de viande, en passant par l'installation d'un réseau d'électricité et d'eau courante pour la production manufacturière: mécanique, menuiserie, habillement, bonneterie, ferblanterie, chapellerie, céramique et poterie, artisanat, fabrication de jouets et production artistique. Le secteur de la santé a ses cliniques et leurs laboratoires d'analyses; la pastorale, ses agents et ses catéchistes. Les loisirs comportent le sport, les groupes musicaux, la bibliothèque et autres. Les réfugiés regardent ensemble la télévision pendant les heures de repos, ils disposent de cassettes vidéo et d'experts en communication, y compris télévisée, eux qui étaient auparavant analphabètes. La direction est assurée par eux, avec représentation de la base, contrôle des organes de direction, comptabilité et tribunaux. Un tel changement chez des adultes va à l'encontre de tous les schémas conventionnels et fait tomber préjugés et tabous, car cela prouve que le peuple le plus simple et le plus attardé qui soit est capable de prendre en mains son propre destin et de diriger sa communauté. Cela prouve qu'un changement profond est possible, qu'on peut trouver une solution aux problèmes de base de la communauté, qu'on peut satisfaire ses besoins et atteindre un niveau supérieur de développement collectif.

Un changement d'une telle ampleur, à mon sens, suppose quatre conditions impératives (cf. Montes, 1989, 51-52), dont une nous intéresse ici: l'aide internationale, désintéressée, de formation et de soutien dans le respect des particularités de cette population, consistant à accompagner les réfugiés dans leur croissance, mais en leur laissant la direction d'eux-mêmes; à leur garantir un capital fixe ainsi que les matières premières et les investissements indispensables; et surtout à les aider à acquérir qualification et formation. Si ces communautés ont pu le faire, c'est qu'un

---

[6] Cf. DIAL D 737 et 1326 (NdT).

tel développement est possible. La paysannerie salvadorienne, analphabète et arriérée, en est capable. El Salvador a un avenir.

On a vu que, dans le "phénomène Colomoncagua", l'aide internationale est indispensable. Mais elle ne peut être efficace que si elle remplit les caractéristiques suivantes: soutien et accompagnement, formation, respect, tâches de direction et de décision prises en charge par les intéressés, application de capital fixe, investissements indispensables au décollage. Le système doit ensuite devenir autonome, s'autofinancer et capitaliser; parvenir ainsi à des niveaux supérieurs, devenir compétitif sur le marché, et déboucher sur un développement autochtone. C'est possible. C'est viable. L'aide internationale est pour cela indispensable.

Enfin, il y a une autre ressource considérable qui n'est pas mise à profit en El Salvador pour l'amélioration du niveau de vie d'une grande partie de la population, en particulier les couches populaires, en termes d'investissement productif et de création d'emplois. Les Salvadoriens émigrés aux Etats-Unis envoient régulièrement à leurs familles restées au pays des quantités énormes de dollars, dont le montant est supérieur aux revenus des exportations et même à l'aide extérieure (cf. Montes, 1987). Dans la dernière étude que nous avons effectuée, et que nous sommes en train de traiter, nous avons constaté que plus de la moitié des bénéficiaires étaient disposés à investir, à épargner et à obtenir des crédits pour les appliquer dans la production. Une politique appropriée de canalisation des devises vers le système financier national et vers des structures de production, est à envisager dans tout projet national de développement nécessitant d'importantes disponibilités financières.

#### 5. Les conditions d'une coopération internationale

Nous venons, en particulier dans le paragraphe consacré au "phénomène Colomoncagua", d'indiquer les conditions principales de cette coopération. Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir.

Tant que durera la guerre, la coopération internationale devra répondre à deux tâches: dans l'immédiat, l'aide permettant de pallier les conséquences de la guerre; parallèlement, la mise en place d'alternatives structurelles à caractère durable. Par ailleurs, la coopération internationale sera plus ou moins conditionnée tant par les gouvernements des pays donateurs et leur politique envers El Salvador, que par le gouvernement salvadorien en fonction de ses demandes, de sa politique et de ses exigences ou de ses tolérances. Le gouvernement salvadorien a reçu et reçoit - y compris avec le nouveau parti au pouvoir - des aides très importantes et diversifiées, ce qui ne l'empêchera probablement pas de demander et exiger davantage. Il faut cependant que vienne aussi l'heure du peuple, celle où l'aide et la coopération internationales soient directement et spécifiquement adressées à un peuple qui est capable de gérer, de produire et de transformer si on lui en donne la possibilité. Je crois que le peuple salvadorien a le droit d'être l'acteur de son destin, le droit à se développer, le droit de vivre en paix.

#### Bibliographie

- ARIAS P., Salvador, *LES SOUS-SYSTÈMES D'AGRO-EXPORTATION EN EL SALVADOR: le café, le coton et le sucre*, San Salvador, UCA Editores, 1988.
- COLINDRES, Eduardo, *BASES ÉCONOMIQUES DE LA BOURGEOISIE SALVADORIENNE*, San Salvador, UCA Editores, 1977.
- IUDOP, "Les élections présidentielles et la proposition du FMLN", dans *INSTITUTO UNIVERSITARIO DE OPINIÓN PÚBLICA (IUDOP)*, n° 20 de mars 1989, San Salvador, Université centro-américaine José Simeón Cañas.
- MONTES, Segundo, *LE RURAL SALVADORIEN (1973-1980)*, San Salvador, UCA Editores, 1980, (2e édition 1986).

MONTES, Segundo, "Les élections et le pouvoir en El Salvador", dans revue ECA de janvier-février 1982, 59-66, San Salvador, UCA.

MONTES, Segundo, *EL SALVADOR: LES FORCES SOCIALES DANS LA CONJONCTURE ACTUELLE* (janvier 1980-décembre 1983), San Salvador, UCA, 1984.

MONTES, Segundo, MELÉNDEZ, F., et PALACIOS, E., *LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS EN EL SALVADOR*, San Salvador, UCA - Institut des droits de l'homme (IDHUCA), mai 1988.

MONTES, Segundo, *EL SALVADOR 1988 - STRUCTURES DE CLASSES ET COMPORTEMENT DES FORCES SOCIALES*, San Salvador, UCA - IDHUCA et Département de sociologie et CC. politiques, 1988 a.

MONTES, Segundo, *RÉFUGIÉS ET RAPATRIÉS: EL SALVADOR ET HONDURAS*, San Salvador, UCA - IDHUCA et Département de sociologie et CC. politiques, mai 1989.

SEVILLA, Manuel, "Vision globale sur la concentration économique en El Salvador", dans *BOLETIN DE CIENCIAS ECONÓMICAS Y SOCIALES* n° 3 de mai-juin 1984, 155-190, San Salvador, UCA.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441